

Bibliothèques et décroissance *Libraries and Degrowth*

Edgardo Civallero

Volume 63, numéro 3, juillet–septembre 2017

Bibliothèques et développement durable : état des lieux

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1041020ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1041020ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association pour l'avancement des sciences et des techniques de la documentation (ASTED)

ISSN

0315-2340 (imprimé)

2291-8949 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Civallero, E. (2017). Bibliothèques et décroissance. *Documentation et bibliothèques*, 63(3), 24–35. <https://doi.org/10.7202/1041020ar>

Résumé de l'article

Le présent article a pour but de confronter le lecteur à l'impossibilité d'une croissance illimitée dans une biosphère limitée et vise à introduire la notion de durabilité et d'autres concepts connexes, tout particulièrement celui de « décroissance », qui demeure ignoré dans de nombreux forums sur le développement durable, y compris dans les bibliothèques. L'article traite également des liens que l'on peut établir entre durabilité et activisme et les services, activités et politiques des bibliothèques.

BIBLIOTHÈQUES ET DÉCROISSANCE¹

Edgardo CIVALLERO

Professionnel en bibliothéconomie et en sciences de l'information

edgardocivallero@gmail.com

Le présent article a pour but de confronter le lecteur à l'impossibilité d'une croissance illimitée dans une biosphère limitée et vise à introduire la notion de durabilité et d'autres concepts connexes, tout particulièrement celui de « décroissance », qui demeure ignoré dans de nombreux forums sur le développement durable, y compris dans les bibliothèques. L'article traite également des liens que l'on peut établir entre durabilité et activisme et les services, activités et politiques des bibliothèques.

Libraries and Degrowth

This paper is intended to confront the reader with the impossibility of unlimited growth in a finite biosphere and introduces the notion of sustainability as well as other related concepts, in particular "degrowth", which remains ignored in many forums on sustainable development, including libraries. The article also addresses the relationships that can be established among sustainability, activism, and library services, activities and policies.

La Troisième Guerre mondiale sévit déjà et j'ai le regret de vous annoncer que nous sommes en train de la gagner: il s'agit de la guerre contre la Terre.

— Raymond Dasmann

En dépit de la gravité et de l'urgence du problème, les bibliothèques et les sciences de l'information n'ont fait qu'effleurer les concepts de durabilité et de décroissance jusqu'à maintenant. Il est inquiétant de remarquer que les déclarations émises jusqu'ici (voir IFLA 2002 et ALA 2015) ne restent que de simples énoncés d'intention qui exposent une poignée de sujets à la mode sans toutefois proposer de plans d'action crédibles.

Les paragraphes qui suivent ont pour but de confronter le lecteur à l'impossibilité d'une croissance illimitée dans une biosphère limitée et visent à introduire la notion de durabilité et d'autres concepts connexes, tout particulièrement celui de « décroissance », qui demeure ignoré dans de nombreux forums sur le développement durable, y compris dans les bibliothèques. L'article traitera également des liens que l'on peut établir entre durabilité et activisme et les services, activités et politiques des bibliothèques. Les idées présentées ici se veulent des points de départ, des lignes directrices, voire de grands axes pour aider les chercheurs à exploiter une bibliographie internationale portant sur une question qui requiert une attention urgente.

Introduction

Pour les Européens du XVIII^e siècle, la nature était une entité riche de vie et porteuse d'une fertilité sans limites, prête à être exploitée pour satisfaire les besoins, les ambitions et la cupidité de l'humanité. En ces temps de révolution industrielle et de profondes transformations sociales, la planète et ses écosystèmes semblaient capables de supporter à la fois la croissance démographique requise par une économie capitaliste qui dépendait de l'accumulation de richesses et l'exploitation effrénée pouvant fournir à cette économie les matières premières dont elle avait besoin.

Le plan – qui n'a pas changé au cours des deux derniers siècles et qui n'a jamais observé de limites – consistait à exploiter les ressources naturelles renouvelables et non renouvelables (en particulier les minéraux, l'énergie et la foresterie) pour alimenter un modèle de production, de distribution et de consommation de biens et services qui s'est rapidement révélé insoutenable, à la fois sur les plans social et environnemental. Dans le discours et la logique capitaliste d'alors, les idées de « développement » et de « progrès » étaient liées à une croissance illimitée – traditionnellement mesurée en augmentation du PNB – en fonction de la disponibilité des ressources et d'une énergie bon marché.

La stratégie contemporaine est restée la même. Le monde du XVIII^e siècle, avec ses 790 à 980 millions d'habitants, était toutefois très différent du monde dans lequel nous vivons, avec une population qui atteint aujourd'hui près de

1. Ce texte a été traduit de l'anglais.

7,4 milliards de personnes². En outre, la capacité de la nature à soutenir la poursuite acharnée de la « croissance économique » de l'humain depuis les deux derniers siècles (mais surtout depuis 70 ans) a considérablement diminué. Daly (2008) l'explique ainsi :

Plus l'économie s'approche de l'échelle de la Terre, plus elle devra se conformer au comportement physique de celle-ci. [...] Le monde naturel qui reste n'est plus capable de fournir les sources et les puits nécessaires pour soutenir l'économie surdimensionnée actuelle, encore moins une économie en croissance. Les économistes ont trop mis l'accent sur le système circulatoire de l'économie et ont négligé d'en étudier le tube digestif. [...] Nous avons vécu pendant 200 ans dans une économie de croissance. [...] Nous ne pouvons pas continuer de croître. En fait, la croissance dite « économique » n'est déjà plus rentable : elle fait augmenter les coûts environnementaux plus rapidement que les bénéfices de production, ce qui nous rend plus pauvres – pas plus riches –, en particulier dans les pays à forte consommation.

Nous vivons sur une planète complètement épuisée et au bord de l'effondrement. Coates & Leahy (2006, 1) résumant en deux paragraphes la pression à laquelle la Terre a été soumise, les effets structurels de l'extractivisme et l'indifférence affichée à l'égard de l'appauvrissement, tant sur le plan environnemental qu'humain :

L'examen de la dévastation écologique, dont la plus grande partie a été provoquée dans les 100 dernières années, révèle que notre économie est en une de nature « extractive ». Une économie extractive épuise les ressources non renouvelables, exploite les ressources renouvelables au-delà de leur capacité à survivre et cause des dommages irréparables à la terre, à la mer et à l'air. En outre, la production de toxines et d'effluents industriels et domestiques dépasse largement les capacités de renouvellement et de régénération de la Terre. Celle-ci ne peut pas se préserver de tels excès, qui découlent d'une activité humaine ayant altéré la chimie de la planète et modifié les écosystèmes desquels dépend la civilisation moderne. En fait, aucun écosystème terrestre n'est exempt de l'influence omniprésente des rejets chimiques. Ajoutons aussi à cet appauvrissement environnemental l'exploitation et l'appauvrissement humains.

Malgré toute l'information et l'attention du public à l'égard des préoccupations environnementales, le grand public et bon nombre d'entreprises et de gouvernements n'ont pas été portés à prendre ces questions au sérieux et n'ont pas pris de mesures efficaces en faveur de pratiques durables.

2. Selon les données fournies par PRB (2016) pour août 2016.

La nature n'a pas été la seule à subir les conséquences néfastes d'un paradigme socio-économique irresponsable et abusif : la société mondiale (donc des êtres humains) a ressenti des effets tout aussi dévastateurs. La propagation de conditions de travail précaires et l'immense « armée de réserve industrielle » qui les accompagnent – des centaines de millions de personnes sans emploi, sous-employées et économiquement exploitées dans le monde – ne sont pas une fatalité : elles sont un des effets les plus visibles d'un tel modèle. Benach & Jódar (2015) en fournissent une description précise et troublante :

Le monde actuel connaît une situation ouvrière inacceptable qui est ancrée dans le chômage, la précarité d'emploi et les inégalités. Selon l'OIT, on compte plus de 200 millions de chômeurs dans le monde, près de 1,7 milliard de travailleurs pauvres (gagnant moins de deux dollars par jour), d'innombrables personnes travaillant dans l'économie informelle et, ce qui est encore plus terrifiant, près de 21 millions d'esclaves, soit le nombre le plus élevé de l'histoire de l'humanité.

Étiquetées comme « défavorisées », ces personnes demeurent largement invisibles pour le reste du monde et finissent par être rejetées et écartées comme n'importe quel autre déchet industriel. L'écart entre les « riches » et les « pauvres » ne cesse de croître depuis les années 1950³ alors que les sociétés multinationales, elles, continuent de consolider leur pouvoir économique.

Dans un monde divisé par les inégalités et les écarts, qui doit affronter des crises écologiques, sociales, économiques et politiques sans précédent, cet entêtement à s'appuyer sur une stratégie du XVIII^e siècle fondée sur une utilisation illimitée des ressources, une croissance continue et une production débridée relève de la folie pure. Une folie suicidaire.

Et pourtant, la machine continue de rouler : nous cheminons toujours ensemble sur la voie du « comme si de rien n'était », qui nous conduit à l'écocide. Comme s'ils étaient possédés par l'esprit vorace du *Wendigo*⁴ des mythes algonquins, trop de gens des sociétés capitalistes ne

3. Pour une autre position que celle du discours dominant tenu par la Banque mondiale et le FMI sur la « réduction de la pauvreté » à l'échelle mondiale, voir par exemple Kirk (2015). Selon certaines statistiques, 59 % de la population actuelle vit en-dessous du seuil de pauvreté. Voir aussi le PNUD (2016). Pour une analyse détaillée, voir Odekon (2015).

4. Pour plusieurs peuples algonquins (Ojibwés, Saulteaux, Cris, Naskapis, Innus) du Canada et des États-Unis, le *Wendigo*, *Windigo* ou *Witiko* est une entité surnaturelle. Possédé d'une immense cupidité et d'une faim vorace, il va jusqu'à se livrer au cannibalisme et à d'autres excès pour satisfaire ses instincts. De nos jours, les peuples autochtones ont établi des parallèles entre la destruction de l'environnement et le comportement avide du *Wendigo* – ou les personnes possédées par l'esprit.

parviennent pas à voir ce qui se passe alors que d'autres préfèrent ignorer le problème ou encore nier son existence. Consciemment ou non, beaucoup ont choisi de suivre la voie de l'autotromperie et d'aller de l'avant en misant sur des correctifs technologiques qui, plutôt que de les résoudre, ont plutôt masqués, voire détournés les vrais problèmes de l'attention. Cette fuite vers l'avant ne peut qu'ajouter sa part d'effets indésirables aux crises écologiques et sociales auxquelles nous sommes confrontés.

Réalités indéniables

Depuis au moins 1972⁵, on reconnaît à l'échelle internationale que « la collision des sociétés industrielles avec les limites biophysiques de la planète jette de sérieux doutes sur les possibilités d'une vie humaine décente sur une planète habitable » (Riechmann 2014). En 2008, Cairns a souligné :

La croissance exponentielle de la population sur une planète avec des limites signifie moins de ressources par habitant, et l'humanité dépend des ressources du système de soutien de la biosphère pour sa survie. Cependant, l'humanité a agi, par le passé, comme si elle ne reconnaissait aucune de ces réalités évidentes. (Cairns 2008, 423)

Il ne fait aucun doute que les changements se produisent à un rythme vertigineux. Cependant, il semble qu'il soit encore difficile pour certains d'admettre que le nœud du problème réside dans l'activité humaine.

Selon la synthèse des résultats préliminaires de l'Évaluation des écosystèmes pour le millénaire⁶, programme commandé par le Secrétaire général des Nations Unies Kofi Annan en 2000 et mis en œuvre en 2001, la capacité des écosystèmes majeurs (terres cultivées, mers, forêts, eau douce, déserts et prairies) à fournir des éléments et des services essentiels à la vie (bois et fibres, eau, biodiversité, stockage du carbone...) est en déclin. Cela représente, en plus du changement climatique et de l'augmentation sans précédent de la population mondiale et des niveaux de pollution, la plus grande menace pour la stabilité écologique mondiale qu'ait jamais connue l'humanité.

Certains auteurs qualifient cette situation de « grande accélération⁷ » : l'existence d'une économie qui consomme tout

autour d'elle dans une tentative désespérée de continuer à croître, et d'activités qui, au cours des 60 dernières années, ont transformé les sociétés humaines, la planète et la relation qu'elles entretiennent.

Il ne fait aucun doute que les changements se produisent à un rythme vertigineux. Cependant, il semble qu'il soit encore difficile pour certains d'admettre que le nœud du problème réside dans l'activité humaine. Riechmann est un des chercheurs qui a longuement réfléchi et déployé beaucoup d'efforts pour expliquer cet enjeu :

La crise écologique n'est pas un problème écologique: c'est un problème humain. C'est une question de réchauffement climatique anthropique, de surconsommation des ressources par les sociétés humaines, d'extinction massive des espèces, qui est en grande partie le résultat du comportement humain... Les effets ne viennent pas, disons, de l'im-

pact d'un énorme astéroïde qui aurait atterri par un mauvais hasard sur Terre. Nous sommes la source de l'impact. C'est pourquoi nous devons parler d'une crise socioécologique ou écologique et sociale. Et nous devrions reconnaître que pour nous sortir de ce bourbier, nous avons essentiellement besoin d'autogestion humaine plutôt que de « ges-

tion » des ressources naturelles ou de « gestion » des crises environnementales. Nous devons nous conduire d'une autre façon, à la fois individuellement et – surtout – collectivement. (Riechmann 2012)

D'autres auteurs considèrent que l'activité humaine exerce une telle influence qu'ils proposent la désignation d'une période géologique pour tenir compte de ce facteur.

Les altérations causées par les êtres humains depuis la révolution industrielle ont été d'une telle ampleur que certains auteurs font référence à notre époque comme d'une nouvelle ère géologique: l'anthropocène⁸; une époque où les effets des activités humaines sur les systèmes naturels se retrouvent pratiquement partout et les changements se produisent à un rythme plus rapide et à une intensité plus élevée que dans le passé, avec des conséquences imprévisibles tant sur les systèmes naturels que sur les sociétés humaines. Ainsi, vivre dans l'anthropocène signifie se développer dans un contexte de changements intenses, rapides et mondiaux qui tracent un horizon d'une grande incertitude et d'une grande

5. En 1972, le premier des rapports du soi-disant « Club de Rome » a été publié. Intitulé *The Limits of Growth*, il a été commandé au Massachusetts Institute of Technology, financé par la Fondation Volkswagen, et coordonné par Donella H. Meadows. Les auteurs ont utilisé un modèle de simulation par ordinateur pour suivre les interactions de cinq variables (population mondiale, industrialisation, pollution, production alimentaire et épuisement des ressources) selon trois scénarios. Deux des scénarios ont donné lieu à un effondrement total. En dépit des critiques, le rapport a inscrit au programme international l'idée que la croissance ne peut être infinie sur une planète avec un approvisionnement en ressources limité.

6. Voir Nations Unies (2005).

7. Voir IGBP (2015).

8. Le terme « anthropocène » a été introduit dans le domaine scientifique en 2000 par le chimiste néerlandais Paul J. Crutzen (avec Eugene Stoermer), lauréat du Prix Nobel 1995 dans sa spécialité pour ses contributions à la chimie de l'ozone dans l'atmosphère terrestre. Voir Crutzen & Stoermer (2000). Voir aussi Steffen *et al.* (2011), l'analyse de Fernández Durán (2011), les considérations de Hamilton (2015), Zalasiewicz *et al.* (2014), Ruiz de Elvira (2015) et Waters *et al.* (2016), et les textes de Scranton (2013, 2015).

imprévisibilité – un horizon auquel, en général, ni les individus ni les institutions ne sont prêts à faire face. (González, Montes & Santos 2008, 71)

En se basant sur ce concept, un groupe de 17 lauréats du prix Nobel a publié en 2011 un mémorandum sur la durabilité, qui exhortait ceci :

Les humains sont aujourd'hui le facteur le plus important du changement à l'échelle mondiale et propulsent la planète vers une nouvelle époque géologique : l'anthropocène. Nous ne pouvons plus exclure la possibilité que nos actions collectives atteindront un moment décisif qui entraînera des répercussions irréversibles et brutales sur les communautés humaines et les systèmes écologiques. [...] Nous ne pouvons pas continuer sur la voie actuelle. Le délai de procrastination est terminé. (RSAS 2011, 3)

Maiso exprime ses inquiétudes à l'égard de cette époque géologique « humaine » dans laquelle nous vivons, bien qu'il aille plus loin et insiste sur le fait que nous parlons en fait du facteur humain dans un cadre capitaliste :

[...] [O]n ne peut s'attendre à rien de plus du développement de la société capitaliste, rien qui ne soit pas destructeur. [...] Très peu de gens pensent encore que la société marchande apportera du bien-être à tous. Les termes comme « durabilité » révèlent que ce qui menace de détruire la vie sur cette planète ne sont plus les accidents, les guerres ou les catastrophes naturelles, mais la simple approche du « comme si de rien n'était » du capitalisme planétaire. (Maiso 2015, 6)

Les signes sont sans équivoque. Et pourtant, en ignorant les preuves scientifiques et les avertissements lancés par les nombreux chercheurs, organisations, institutions et mouvements civils, nombreux sont ceux qui persistent à refuser l'indéniable, soit l'insoutenabilité du système hégémonique. Ces personnes insistent pour minimiser les effets du capitalisme sur la planète et ses habitants (voir Radetzki 2001) et sur la possibilité de libérer la croissance économique des limites biophysiques imposées par la biosphère (voir Brock & Taylor 2005). Le négationnisme de l'establishment – qui est encore plus frappant en ce qui concerne le réchauffement climatique – a été (et est toujours) soutenu par des projets de recherche et des études financés en grande partie par des intérêts particuliers.

De l'autre côté de cette médaille, on retrouve une grande famille composée de différents mouvements écologistes, environnementalistes, de conservation, etc. que l'on peut considérer comme un courant de pensée et d'actions visant à protéger la planète et à s'occuper de ses habitants, et qui dénonce et s'oppose à toutes les formes d'agression contre l'environnement tout en s'efforçant de les prévenir, de les stopper ou de les renverser. Bien que quelques-uns de ces mouvements soient ancrés dans certaines luttes et idées de

la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle (retour à la nature, anti-industrialisme, protection des animaux) et découlent en grande partie du travail et de la pensée d'Alexander von Humboldt ou de H.D. Thoreau, on peut dire que le début de l'écologie moderne – telle qu'on l'entend aujourd'hui – remonte à la publication de *Silent Spring* de Rachel Carson en 1962. Ce livre a réussi, entre autres choses, à sensibiliser et à partager des connaissances sur les problèmes environnementaux et la façon dont les activités humaines entraînent des répercussions sur la planète. L'environnementalisme, mené par des groupes tels que Greenpeace ou Friends of the Earth, a gagné en notoriété dans les années 1970 dans le cadre du mouvement de la contre-culture et a réussi à inscrire les problèmes écologistes dans les programmes publics et politiques à l'échelle mondiale. Le Jour de la Terre a été créé en 1970 en même temps que Lewis Mumford publiait le deuxième volume de *The Myth of the Machine*; deux ans plus tard, la première conférence des Nations Unies sur l'environnement avait lieu; en 1979 James Lovelock publiait *Gaia: New Look at Life on Earth*; et en 1990, Barry Commoner présentait *Making Peace with the Planet*.

En termes généraux, le mouvement écologiste cherche à concilier la présence humaine sur la planète et la conservation des ressources naturelles et la survie de toutes les formes de vie. La plupart des recherches, discussions et pratiques qui découlent du mouvement tournent ainsi autour du concept de durabilité. Prise au sens de « viabilité écologique », la durabilité considère que les activités humaines (économiques et sociales) ne doivent en aucun cas détériorer les écosystèmes desquels elles dépendent. Elles doivent respecter les limites biophysiques et agir de manière responsable, en pensant à l'avenir. Le concept de durabilité rassemble deux préoccupations : une première qui porte sur la capacité de charge des systèmes naturels et la seconde qui se penche sur les grands défis sociaux, économiques et politiques auxquels l'humanité fait face à l'heure actuelle.

Malgré le poids des idées fournies par le mouvement écologiste à l'échelle internationale, peu d'actions concrètes ont été entreprises pour réduire l'empreinte écologique de l'humanité. Nous manquons de temps et de moyens pour trouver de bonnes solutions aux problèmes socioécologiques actuels ; la « fenêtre d'occasions » est d'ailleurs si étroite que, dans son rapport de 2013⁹, le Worldwatch Institute demandait : *La durabilité est-elle encore possible ?*

L'idée de durabilité

La « durabilité » est un concept de longue date qui est apparu pour la première fois au XVII^e siècle dans des textes sur la foresterie. Après la publication de *Silent Spring*, la

9. Voir Worldwatch Institute (2013).

communauté environnementaliste s'est intéressée de plus en plus à la relation entre la croissance économique et le développement, mais aussi à la dégradation de l'environnement. Dans son essai de 1966 *The Economics of the Coming Spaceship Earth*, l'économiste britannique Kenneth E. Boulding souligne la nécessité d'informer le système économique de la réalité écologique et de ses ressources limitées; en d'autres mots, de l'obligation qu'il s'adapte à nos limites planétaires. Le terme «durabilité» est également inclus dans le premier rapport du Club de Rome (1972) et, en 1980, en tant que spécification de l'idée de viabilité écologique, le terme «développement durable» est inventé et définit comme l'une des «priorités mondiales» dans un rapport de l'UICN (Union internationale pour la conservation de la nature).

Deux ans plus tard, la *Charte mondiale pour la nature des Nations Unies*¹⁰ énonce les cinq principes de conservation devant guider les activités humaines influant sur la nature. En 1987, la CMED (Commission mondiale sur l'environnement et le développement), un comité des Nations Unies dirigé par Gro Harlem Brundtland, publie le rapport intitulé *Notre avenir à tous*. Connu sous le nom *Rapport Brundtland*, il propose la définition la plus répandue du développement durable: «Le développement durable est “un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs besoins.”»

Depuis, le développement durable se concentre sur la réalisation d'une croissance économique écologiquement durable et socialement juste. En 1992, la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement publie la *Charte de la Terre*¹¹, qui propose la construction d'une société juste, pacifique et durable pour le XXI^e siècle dans un plan d'action appelé *Agenda 21*.

En septembre 2015, l'Assemblée générale des Nations Unies adopte l'*Agenda 2030 pour le développement durable*¹², un ensemble de 17 *Objectifs de développement durable* visant à éradiquer l'extrême pauvreté et à lutter contre les inégalités et l'injustice, ainsi que le changement climatique.

Basé sur le concept de développement durable, le «vert» ou le modèle de marketing «écologique» est également introduit: la terminologie du mouvement environnemental,

hypocritement tordue à l'avantage du capitalisme¹³. Il s'agit d'une tentative de faire bonne figure, déguisée en prétendues préoccupations écologiques (voir Hezri & Ghazali 2011), visant à résoudre un petit pourcentage de problèmes causés par le système hégémonique, sans même envisager d'en corriger ou d'en supprimer les causes principales. Comme le mettent en garde quelques voix, la «vague verte» ne permet non seulement pas de réduire l'impact humain sur la planète, mais aggrave même la situation en entraînant de nouvelles occasions d'affaires.

Bien des choses ont été dites sur les définitions réelles de «durabilité» et de «développement durable». Pour le *statu quo*, il s'agit d'un «concept contestable, comme la liberté ou la justice» (Dresner 2012): ses définitions sont suffisamment souples pour tenir compte du contexte, du domaine d'études... ou des intérêts en jeu. Cependant, des auteurs comme Hermanowicz (2006) ont des idées très nettes et ne laissent que très peu d'ambiguïtés planer lorsqu'il s'agit de les exposer:

La durabilité continue de susciter un débat animé [...] et le concept est constamment remis en question, en particulier par certains auteurs et groupes de recherche [...] qui ont longtemps travaillé sur ce qui pourrait être le schéma d'un programme de transition post-capitaliste.

Le principe défendu dans le rapport Brundtland est assez clair. Il appelle à des modifications des activités humaines actuelles en reconnaissance de leurs effets néfastes sur les générations futures. Le scénario du «comme si de rien n'était» du développement mondial entraînerait de graves conséquences à l'avenir, selon ses critiques.

Simon Dresner (2012) met en évidence les aspects sociaux et institutionnels

du développement durable (qui exigent d'accorder des parts proportionnelles de «capital naturel» à tout le monde) et souligne que «le développement durable est une idée qui présente un certain nombre d'éléments en commun avec le socialisme».

La durabilité continue de susciter un débat animé (voir Lemonick 2009 et Barnatt 2013) et le concept est constamment remis en question, en particulier par certains auteurs et groupes de recherche (allant des économistes écologiques aux penseurs écosocialistes, savants verts, écologistes politiques et activistes) qui ont longtemps travaillé sur ce qui pourrait être le schéma d'un programme de transition post-capitaliste. Convaincus que sans rupture anticapitaliste il n'y a aucun moyen d'éviter une issue dramatique, tous nous mettent en garde sur le fait que la rhétorique qui prévaut sur le «développement durable» ne

10. Voir Nations Unies (1982).

11. *Charte de la Terre*. [En ligne]. <earthcharter.org>

12. Voir Nations Unies (2015).

13. Voir Alves (2009) pour une approche sur l'effet «vert» et l'écoblanchiment; Smith (1998) pour une analyse de la consommation verte et le marketing vert; Cottle (2015) pour les emplois verts et l'économie verte; Christoph (2014) pour une étude sur le *Green New Deal*; et Wehr (2011) pour un examen de toute cette terminologie.

cherche que de nouvelles façons de perpétuer le mode de vie actuel, ou du moins, le mode de vie actuel d'une minorité humaine privilégiée sur la planète.

Selon eux, une telle rhétorique met l'accent sur le progrès économique et la croissance comme des facteurs clés du développement humain, tout en « minimisant » leur impact ou leurs conséquences en introduisant des mesures correctives (parfois superficielles). Mais ces ajustements, ajoutent-ils, ne feraient que reporter le problème. En plus d'insister sur l'impossibilité d'un « capitalisme vert » (voir Tanuro 2011), les critiques affirment que le système économique hégémonique insoutenable semble avoir transformé l'idée de « durabilité » en jargon administratif du fait de l'adaptation à ses propres besoins et intérêts ; que ses défenseurs refusent obstinément de reconnaître et d'accepter qu'il y a des limites biophysiques à la croissance, et encore moins d'admettre que ces limites ont déjà été dépassées ; et que tout ce qui leur vient à l'esprit est un ensemble de manœuvres d'évasion : échapper aux limites de la croissance économique, échapper à la planète Terre, échapper à la nature humaine...

Comme nous l'avons mentionné, les milieux les plus critiques remettent clairement en question le modèle de production, de distribution et de consommation capitaliste : un modèle qui ignore toutes les limites et qui poursuit une croissance continue, à la fois étendue (colonisation et marchandisation des espaces publics et privés, des écosystèmes, des ressources, du cosmos) et intensive (technologies de l'information, biotechnologies, nanotechnologies). Selon eux, les idées économiques néolibérales menacent notre vie et notre monde. Ces milieux recherchent également la reconnaissance des dommages causés aux écosystèmes de la planète et aux espèces qui les habitent (y compris les humains) et ils expriment la nécessité urgente de prendre des mesures (concrètes) à ce sujet, en particulier pour éviter les dommages futurs et renverser les dommages actuels. Ce qui nous mène au changement profond que la société devrait subir pour atteindre un tel objectif...

Ces voix ont développé une grande partie de leur travail théorique et de leur pratique autour d'une série de questions telles que l'autolimitation (individuelle et collective), l'éthique de la suffisance, l'économie à l'équilibre, l'écocapitalisme, l'écocritique, le biomimétisme, le principe de précaution, la justice écologique¹⁴ et l'éthique de l'environnement, pour n'en citer que quelques-unes. Il existe aussi un réseau international de chercheurs, de praticiens et d'activistes travaillant sur la décroissance¹⁵ comme repolitisation de la durabilité et

comme « partie d'un mouvement social plus large qui travaille dans l'espoir que nous pourrions réduire les activités d'une manière équitable et démocratisante¹⁶ ».

Décroissance

La décroissance est un mouvement social ancré dans l'écologie, l'anticapitalisme et l'anticonsumérisme. En bref, il propose qu'il y a des limites biophysiques à la croissance, que celles-ci ont déjà été dépassées (provoquant un épuisement alarmant des ressources naturelles et de l'énergie) et qu'il est donc nécessaire de réduire considérablement les niveaux de production et de consommation, ces niveaux étant les principales causes de l'ensemble des problèmes environnementaux (changement climatique, pollution, menaces pour la biodiversité) et de nombreuses inégalités sociales.

La décroissance n'entraîne pas un déclin du bien-être humain fondamental, bien au contraire : ses partisans font valoir qu'une baisse de la consommation pourrait même créer des modes de vie non consuméristes bien plus sains, et ce, sur tous les plans¹⁷. Elle mettrait également fin au néocolonialisme du premier monde, c'est-à-dire à l'utilisation massive et durable des ressources naturelles mondiales pour maintenir des modes de vie qui gaspillent les ressources alimentaires et énergétiques et qui génèrent énormément de déchets, aux dépens du tiers monde.

Parmi les contributions fondamentales portant sur les limites de la croissance et de la décroissance, le travail de l'économiste écologiste roumain Nicholas Georgescu-Roegen mérite une attention particulière. *The Entropy Law and the Economic Process* (1971)¹⁸ et *Energy and Economic Myths: Institutional and Analytical Economic Essays* (1976) sont probablement deux de ses livres les plus influents. Dans le premier, l'auteur déclare que la capacité de charge de la Terre – à savoir la capacité de la planète à soutenir les populations humaines et leurs niveaux de consommation – est vouée à diminuer, puisque les ressources naturelles sont limitées et qu'elles sont épuisées. Dans le second, il attire l'attention sur le fait que « l'histoire économique confirme que les grandes avancées technologiques ont généralement

16. Voir Schneider, Kallis & Martinez-Alier (2010).

17. Un exemple est le mouvement baptisé « minimalisme », soutenu par des personnages tels que Joshua Fields Millburn et Ryan Nicodemus (auteurs de *The Minimalists*), James Wallman (*Stuffocation*), Leo Babaura (*The Power of Less*) ou Marie Kondo (*The Magic of Order*).

18. La version française du livre de Georgescu-Roegen, traduit par Jacques Grinevald en 1979 (*La décroissance: entropie-écologie-économie*), a été la première œuvre à introduire le terme « décroissance » dans son titre. En 1975, l'auteur roumain avait déjà suggéré, dans un article, que la croissance ne devait pas être simplement stoppée, mais renversée.

14. Voir Schlosberg (2001, 2007) et Dobson & Valencia Sáiz (2005).

15. Voir Asara *et al.* (2015).

été déclenchées par une découverte sur la façon d'utiliser un nouveau type d'énergie accessible» et rappelle que «selon la loi fondamentale de la thermodynamique, la dot de l'humanité [c.-à-d. l'énergie libre reçue du soleil, d'une part, et l'énergie libre et les structures matérielles ordonnées stockées dans les entrailles de la Terre, de l'autre] est limitée», ce qui signifie que «dans un espace fini, il ne peut y avoir qu'une quantité limitée de faible entropie et que cette faible entropie s'amenuise continuellement et irrévocablement». Dans ses écrits, l'économiste écologique souligne le caractère fallacieux de l'idée que l'homme peut renverser la tendance de l'entropie et conclut : «La vérité, aussi désagréable soit-elle, est que tout ce que nous pouvons faire est d'éviter tout épuisement inutile des ressources et toute détérioration inutile de l'environnement.»

En 1972, Edward Goldsmith et Robert Prescott-Allen, rédacteurs en chef de *The Ecologist*, publient *A Blueprint for Survival*, texte dans lequel ils appellent à une désindustrialisation rapide pour éviter la destruction irréversible des systèmes de maintien de la vie de la planète. Un an plus tard, dans *Small is Beautiful* (sous-titré *A Study of Economics As If People Mattered*), E. F. Schumacher critique le système économique néolibéral en soulignant qu'il est absurde de proposer un mode de vie et un développement basés sur la croissance capitaliste et la consommation. Il y propose d'autre part un nouveau paradigme appelé «économie bouddhiste», soit la capacité de maintenir la prospérité tout en réduisant la croissance et la consommation.

À partir de l'an 2000, le terme «décroissance» définit un courant d'action sociopolitique visant à rationaliser l'économie de façon volontaire et permanente. La première conférence internationale sur le sujet, *Research & Degrowth*, a eu lieu à Paris en 2008 et a été répétée tous les deux ans depuis. Le professeur d'économie français Serge Latouche (auteur de *Farewell to Growth*) est actuellement l'un des plus grands intellectuels au sein de ce mouvement.

Aujourd'hui, de nombreux chercheurs s'entendent pour dire que la décroissance n'est plus une option : il reste désormais à savoir comment l'atteindre. L'anthropologue et environnementaliste espagnol Yayo Herrero l'a expliqué dans une interview récente :

La décroissance n'est pas une option : il y aura décroissance que nous le voulions ou non. Elle s'est déjà installée. Il reste à savoir si la décroissance de l'économie sur le plan matériel, c'est-à-dire la capacité de gérer les choses globalement en utilisant moins d'énergie et de matériaux, sera atteinte de manière fasciste ou non ; et je dis fasciste parce qu'au final, chaque individu et chaque groupe vivant avec plus de ressources que celles que lui fournit son propre territoire le fait au détriment d'autres territoires, en dépouillant ces derniers de leurs ressources et en privant d'autres gens d'occasions de mener une vie prospère. Lorsque

Hitler a déclaré que la race aryenne avait besoin d'un certain espace de vie et qu'il devait envahir d'autres pays si elle n'arrivait pas à l'obtenir dans ses frontières, ou lorsque Bush, en bombardant l'Irak ou l'Afghanistan, a affirmé « Notre mode de vie n'est pas négociable », cela sous-entendait que certaines personnes méritent de profiter d'un certain mode de vie, même s'il est construit au détriment des autres. Voilà ce qu'est le fascisme. Voilà vers quoi nous nous dirigeons si nous ne parvenons pas à créer un mouvement ou un courant d'opinions suffisamment important pour encourager la décroissance nécessaire et inévitable dans le domaine matériel de l'économie, là où la consommation est la plus élevée. Nous devons soutenir un métabolisme économique qui respecte les limites de ce que nous avons et nous devons le faire maintenant, parce que nous avons déjà dépassé la capacité de charge de la planète. (Batalla Cueto 2015)

Le physicien espagnol Antonio Turiel, un des principaux critiques de la croissance indéfinie, a soulevé un argument similaire dans une autre interview, en plus de proposer une terminologie supplémentaire :

Je pense qu'il est important de souligner que la décroissance, par rapport aux niveaux actuels, à la simplification des systèmes ou à la réduction du rythme de notre société, n'est pas seulement un impératif logique, mais aussi inexorable. En bref : ce n'est pas un acte de volonté ; la décroissance, la simplification, le ralentissement se produiront quoiqu'il arrive, parce que le contraire est physiquement impossible sur une planète avec des ressources qui diminuent et qui connaît une dégradation accélérée. Le seul choix qu'il nous reste est de savoir si nous voulons diriger le processus ou le laisser se dérouler seul, en assistant, sans intervenir, à l'effondrement social. Peut-être est-ce le message le plus important à transmettre : la décroissance n'est pas une option, mais nous pouvons décider si oui ou non nous voulons en être aux commandes. (Álvarez Cantalapiedra 2012)

Durabilité et activisme

Dans un article de 2004, Cairns décrit la situation de la planète et de ses habitants comme suit :

Le XXI^e siècle représente un moment déterminant pour l'humanité. Cette période dangereuse de l'histoire humaine présente deux principales menaces : (1) le dépassement de la capacité de charge globale pour l'homme et (2) des dommages importants aux milieux écologiques essentiels au système de soutien de la vie sur Terre, ainsi qu'au capital naturel et aux services écosystémiques qu'elle procure. Si l'humanité ne parvient pas à remplacer ses pratiques non durables par des pratiques durables avant la moitié du XXI^e siècle, cette irresponsabilité et ce manque de préoccupation pour la

postérité entraîneront probablement une catastrophe mondiale. L'humanité doit rejeter certaines croyances et modifier son attitude vis-à-vis de la technologie et de la croissance économique exponentielle. La technologie peut être extrêmement utile, mais elle ne peut pas développer une éthique ou des valeurs – l'humanité le peut. (Cairns 2004, 11)

En raison de cette irresponsabilité et du manque de prise de conscience, de nombreuses voix dénoncent cette situation critique à l'échelle internationale. Avec bienveillance ou véhémence, elles s'opposent au paradigme actuel (insoutenable) et soulignent que la vision du progrès économique capitaliste est viciée; que le consumérisme est condamné; que la production de pétrole a déjà atteint son apogée; et que la vie telle que nous la connaissons est sur le point de changer de manière significative et peut-être même de manière définitive.

Ces voix appartiennent à des activistes et leur nombre et leur force augmentent de jour en jour.

L'activisme vise à mettre en œuvre des changements sociaux, économiques, politiques, éducatifs ou environnementaux tangibles afin d'apporter des améliorations, de prévenir ou de résoudre des problèmes ou de combler les lacunes d'une société. Selon Fuad-Luke (2009, 35), «l'activisme cherche à [...] prendre des mesures pour catalyser, encourager ou amener un changement afin de susciter des transformations sociales, culturelles ou politiques».

De nos jours, l'activisme revêt différentes formes et reflète en partie l'influence indéniable des nouvelles technologies numériques (des outils qui proposent de nouveaux moyens et canaux pour établir des liens et promouvoir des propositions de changement). Les activistes mènent souvent des actions individuelles et collectives. Dans ce dernier cas, ils sont habituellement associés à un mouvement social.

En ce qui concerne la durabilité et la décroissance, bien qu'il existe un activisme «générique» principalement lié aux mouvements écologistes, ceux qui les soutiennent se regroupent généralement dans des groupes d'intérêts spécifiques créés autour de questions spécifiques ayant une approche anthropocentrique (p. ex., lutte contre la pauvreté) ou biocentrique (p. ex., droits des animaux).

Une des principales tâches d'un activiste est de recueillir, d'organiser et de diffuser de l'information sur un sujet donné. La distribution de ces connaissances (à l'aide de brochures, bulletins, magazines électroniques, moyens numériques...) est essentielle pour sensibiliser les communautés (ou la société en général). Elle contribue également

à créer des espaces de débat critique et éclairé, où l'on peut aborder et organiser les actions possibles. Ces dernières vont de la résistance et du lancement de projets de coopération à la désobéissance civile, au boycottage, au *street art*, au piratage informatique, aux manifestations, aux grèves et à d'autres actes.

Speth (2009) souligne que la première chose à faire avant de passer à l'action est de regarder la réalité en face. Dans ce cas précis, cela veut dire être au courant des faits sur les conditions environnementales et sociales actuelles (du

réchauffement planétaire et des changements climatiques à la perte de biodiversité et d'écosystèmes, la pollution, l'épuisement des ressources, la pauvreté, les inégalités, etc.). À ce stade, et comme indiqué plus haut, une information de qualité joue un rôle crucial dans la compréhension de ce qui se produit: le comment, mais surtout, le pourquoi.

Les bibliothèques peuvent – doivent – faire partie de ces processus et ces mouvements, et elles peuvent le faire

en étant plus que de simples fournisseurs d'information auprès des groupes d'activistes. Elles peuvent assumer de nombreux autres rôles, plus engagés, voire militants.

Activistes et bibliothèques ou la bibliothèque militante

Nous sommes sur le bord d'un précipice et les progrès technologiques, les structures d'envergure ou les systèmes de première qualité pourraient s'avérer inutiles dans notre monde en effondrement. Les bibliothèques seront touchées aussi durement par les changements et les crises qui affectent la planète et ses habitants, au même titre que toute autre institution et tout autre organisme collectif ou groupe humain.

Puisqu'elles font partie de la société locale, régionale et mondiale et qu'elles sont touchées par leurs problèmes, leurs éclatements et leurs revers, les bibliothèques doivent mettre de côté toute forme de discours «neutre», évaluer la situation qu'elles vivent (ainsi que la communauté qu'elles servent), évaluer leur responsabilité et le rôle qu'elles peuvent jouer (surtout compte tenu de la grande valeur de leurs collections et services), puis prendre position et agir.

Et bien que leur rôle de formateur – et d'informateur – soit essentiel (c'est celui qu'elles jouent «par défaut») au développement des mouvements activistes et à la sensibilisation de la communauté, les bibliothèques ne doivent pas qu'être des fournisseurs passifs de données, d'espaces physiques ou de moyens technologiques.

La première étape à franchir pour instaurer une bibliothèque militante serait de fournir de l'information utile et à jour, même en dehors des murs, et de cesser d'attendre les questions au bureau de la référence. Les bibliothèques pourraient déjà distribuer des bibliographies annotées ou partager des ressources librement accessibles portant sur l'impossibilité d'une croissance infinie dans un monde fini, les limites biophysiques, le changement climatique, l'entropie, l'agriculture urbaine, le recyclage ou la réduction de la consommation – et une foule d'autres sujets importants – sur leurs sites et réseaux sociaux ainsi que dans leurs espaces physiques. En plaçant cette information dans un endroit visible (virtuel ou réel) et en gardant les contenus à jour et actifs, elles exprimeraient ainsi une prise de position et un engagement.

Au-delà de leurs étagères, les bibliothèques peuvent en outre être une source d'information choisie de haute qualité pour les établissements d'enseignement de différents niveaux, les organisations sociales et culturelles, les associations de quartier, etc. Des collectifs de jardinage urbain aux groupes d'artistes locaux, aux gouvernements de comté ou municipaux, aux associations religieuses ou aux brigades de naturalistes, tous peuvent bénéficier de lectures et de documents audiovisuels portant sur la durabilité (et la non-durabilité), l'importance de l'anthropocène et les actions qui peuvent conduire à la décroissance.

Pour aller plus loin, elles pourraient même envisager d'abandonner ces comportements qui ont mené l'humanité à ce point et devraient particulièrement tenir compte de leurs propres habitudes de consommation. Comme Madorrán Ayerra le souligne :

[Dans notre système capitaliste], *non seulement ne sommes-nous pas plus libres parce que nous avons la possibilité de choisir ce que nous consommons, mais nous ne sommes pas non plus conscients que notre désir est stimulé pour nous inciter à consommer, et que nos désirs présentés comme des « besoins » sont en fait des « envies ».* En plus de le stimuler, le capitalisme rend le désir matérialiste insatiable : les consommateurs ne sont jamais satisfaits, ils en veulent toujours plus – ce qui a des conséquences environnementales, sociales et économiques néfastes –, puisque la consommation mondiale est essentielle à la survie du système. Il nous faut cependant penser à la consommation comme un moyen de reproduire des paradigmes économiques, mais aussi idéologiques. La consommation et la surproduction sont à la base du conformisme du système, le sentiment que tout ce qu'il suffit de faire est de continuer à consommer.

(Madorrán Ayerra 2013, 5)

Les bibliothèques doivent évaluer de façon critique l'utilisation et la diffusion de technologies particulières et le soutien qu'elles leur accordent. Elles doivent également tenir

compte de la gestion de leurs ressources (eau, électricité, matières plastiques, papier) et de leur production de déchets (en particulier ceux qui peuvent polluer). Comme mentionné plus haut, la décroissance n'est plus une option : l'option est de savoir comment l'atteindre.

En poussant un peu plus loin, les bibliothèques pourraient défendre ce que Löwy (2002, 2004) appelle une « éthique écosocialiste » : sociale, d'égalité, de soutien, démocratique, radicale et responsable. En d'autres termes, les bibliothèques pourraient prendre des positions « sans concession des visions contemplatives ou trop optimistes au sujet des crises écologiques de plus en plus graves » (Aranda Sánchez 2014).

Elles peuvent travailler à envisager de nouvelles possibilités pour lutter contre la résignation sans espoir, pour explorer d'autres solutions au panorama capitaliste, consumériste, mercantiliste, extractif, agressif et exploiteur actuel. Elles peuvent promouvoir l'anticapitalisme culturel et établir des liens entre les traditions et une nouvelle génération de créateurs et d'artistes. De plus, les bibliothèques ne doivent pas se limiter à la sphère culturelle. Elles peuvent soutenir activement certains des points que Harvey (2014) présente comme des caractéristiques de l'anticapitalisme (voir Pérez 2014), car il n'y a pas de capitalisme « vert » conciliable avec la nature à court ou à long terme ; le capitalisme est intrinsèquement expansif.

Une croissance perpétuelle ou une expansion constante ne sont pas non plus possibles, comme le suggèrent les défenseurs du capitalisme. Une économie en « état d'équilibre » doit être encouragée, une économie où les gens cherchent à en avoir assez plutôt que toujours plus. Une sorte d'« économie de subsistance » modernisée qui pourrait être en mesure d'atteindre un équilibre entre l'homme et le bien-être de la planète et les ressources disponibles. Il est également nécessaire de défendre le collectif et le bien commun, les intérêts publics et collectifs et la vie communautaire contre l'appropriation, la concurrence et l'accumulation.

Les bibliothèques peuvent travailler pour la démarchandisation et la démocratisation de tous les biens possibles, en commençant par un concept aussi stratégique que la connaissance. Pour mener à bien la décroissance et un changement de paradigme, il faut proposer et socialiser les solutions de rechange au marché, à la concurrence individuelle et mondiale, aux modèles fondés sur les bénéfices, etc. Les bibliothèques pourraient donner l'exemple et mettre en pratique les notions d'écoefficacité, de biomimétisme – qui cherche à construire des systèmes humains en imitant les naturels – et de déglobalisation.

L'idée derrière l'expression « penser mondialement, agir localement » a été une force motrice du mouvement environnemental moderne en occident depuis que celui-ci s'est fait connaître il y a quelque quatre décennies. En assumant

un rôle activiste et militant, les bibliothèques peuvent utiliser leurs structures, leurs collections et leur savoir-faire pour apporter des changements dans leurs communautés, quelles que soient leurs envergures respectives. Finalement, elles peuvent unir leurs forces avec d'autres bibliothèques et de nombreux autres acteurs sociaux pour tenter de forcer les changements à l'échelle nationale et au-delà. Cela dit, c'est probablement à l'échelle locale où les résultats peuvent être mieux atteints. Étant des institutions considérées comme un modèle de partage de ressources, de coopération et de réceptivité de la communauté, elles peuvent utiliser leur position avantageuse pour lancer certains messages, pour se présenter comme un exemple clair et engagé de résolution de problèmes en mode collaboratif, un exemple qui devrait être mis en évidence, expliqué, documenté et rendu public, afin qu'il puisse être répété et répliqué. Et surtout, il doit être pensé et repensé, car comme le philosophe espagnol Manuel Sacristán (1996, 232) l'a souligné, toute pensée décente doit toujours être en crise.

Conclusion

L'humanité entre dans l'ère de l'irréversibilité : la désertification, la fonte des pôles et les changements dans le comportement de certains êtres vivants¹⁹ sont parmi les exemples les plus visibles de processus causés par l'Homme – processus pour lesquels il n'y a pas de retour en arrière. Shiva déclare :

Nous partageons cette planète, notre demeure, avec des millions d'espèces. La justice et la durabilité exigent que nous n'utilisions pas plus de ressources que celles dont nous avons besoin. La retenue dans l'utilisation des ressources et vivre dans les limites de la nature sont des conditions préalables pour la vie et la justice sociale.
(Shiva 2005, 50)

Cependant, très peu de politiques de durabilité réelles ont été envisagées jusqu'à présent, encore moins celles traitant de décroissance. Au lieu d'appliquer les freins et de renverser la non-durabilité, le « comme si de rien n'était » se poursuit. Les quelques changements institutionnels qui ont été apportés cherchent surtout à répondre aux besoins des grandes entreprises et institutions financières plutôt qu'aux exigences environnementales et sociales. Il s'agit là d'une stratégie de fuite vers l'avant pour garantir la croissance économique et la stabilité financière, et pour les protéger toutes deux des critiques de la société civile en utilisant des outils juridiques et administratifs pour empêcher et réprimer la

protestation sociale et la désobéissance civile d'une part, et d'autre part, pour encourager les vœux pieux et la dangereuse illusion de contrôle qui, du cinéma à la presse, cherchent à anesthésier les gens avec l'idée que, à l'avenir, la technologie pourra tout résoudre. Voilà une double stratégie accompagnée d'un attirail verbal (déclarations, lettres ouvertes, listes d'objectifs et objectifs internationaux) qui ne change pas le moindre de la réalité, mais qui, apparemment, soulage les consciences.

*Pour les bibliothèques,
il est temps d'aller au-delà
des déclarations et des discours,
et de creuser une tranchée; de
créer un espace de résistance
et de réflexion, de pensée
et de pratique.*

Tout ce verbiage a trouvé un terreau fertile : une grande majorité de la population ne souhaite pas entendre certaines vérités. Comme l'historienne canadienne Margaret MacMillan le souligne, « la capacité des êtres humains à ignorer ce qu'ils ne veulent pas savoir est sans limites » (El País 2013). L'ignorance achète la tranquillité.

Le meilleur antidote pour contrer l'autotromperie collective n'est ni le scepticisme ni le déni ou le désespoir, mais bien la capacité de travailler à sensibiliser le public et à appeler à l'action, et ce, pour toutes les mesures visant à nous aider à changer notre modèle de production, à réduire la consommation, à décroître, à gérer de façon responsable les ressources disponibles. Pour les bibliothèques, il est temps d'aller au-delà des déclarations et des discours, et de creuser une tranchée; de créer un espace de résistance et de réflexion, de pensée et de pratique.

Les bibliothèques devraient également établir des relations de soutien et de confiance avec leur communauté et encourager les actions désintéressées pour être en mesure de dire « ce ne sera pas faute d'avoir essayé, nous avons aidé autant que possible », comme le poète espagnol Antonio Orihuela l'a écrit dans un de ses derniers livres (2011), lorsqu'il cite une histoire qui, dans une certaine mesure, laisse les portes ouvertes à l'espoir.

Un vieil homme marchait sur une plage au Mexique après une tempête printanière inopinée. La plage était pleine de poissons mourants, qui avaient été jetés sur les côtes par les vagues. L'homme les relançait à la mer, un par un. Un touriste témoin de la scène s'approcha et lui demanda : « Que faites-vous ? » « J'essaie d'aider ces poissons », dit le vieil homme. « Mais il y en a des milliers sur ces plages ; en jeter quelques-uns à la mer ne sert à rien », se plaignit le touriste. « Ça sert à celui-ci », répondit le vieillard, alors qu'il jetait un poisson à l'océan.

Remerciements

Mes remerciements à Sara Plaza Moreno pour la révision et la correction du texte [pour la version en anglais. NDT.] et la discussion des idées qui y sont exprimées.

19. Voir Scheffers et al. (2016).

SOURCES CONSULTÉES

- ALA. 2015. *Resolution on the importance of sustainable libraries*. <connect.ala.org/files/DRAFTSustainRT%20Resolution_Importance%20of%20Sustainable%20Libraries.pdf> (consulté le 4 avril 2017).
- Álvarez Cantalapiedra, Santiago. 2012. Se ha creado el convencimiento de que el nuestro es el único paradigma posible. Esta es la primera transición que hay que hacer; sin ella, las demás fracasarán (Interview to Antonio Turiel). *Boletín Ecos*, 21. <www.fuhem.es/ecosocial/noticias.aspx?v=9268> (consulté le 4 avril 2017).
- Alves, Igor M. 2009. Green Spin Everywhere: How Greenwashing Reveals the Limits of the CSR Paradigm. *Journal of Global Change and Governance*, 2 (1): 2-26. <citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download?doi=10.1.1.458.3293&rep=rep1&type=pdf> (consulté le 4 avril 2017).
- Aranda Sánchez, José María. 2014. Aportaciones de Jorge Riechmann a una ética ecosocialista. *Ciencia ergo-sum*, 21 (3): 193-202.
- Asara, Viviana et al. 2015. Socially sustainable degrowth as a social-ecological transformation: repoliticizing sustainability. *Sustainable Science*, 10 (3): 375-384. <www.degrowth.org/wp-content/uploads/2015/07/editorial-SOCIALLY-SUSTAINABLE-DE-GROWTH-AS-SOCIAL-ECOLOG-TRANSFORMATION.pdf> (consulté le 4 avril 2017).
- Barnatt, Christopher. 2013. Is sustainability a dangerous myth fuelling over consumption? *The Guardian*. <www.theguardian.com/sustainable-business/sustainability-dangerous-myth-over-consumption> (consulté le 4 avril 2017).
- Batalla Cueto, Pablo. 2015. El decrecimiento no es una opción. Lo es llegar a él de manera fascista o justa (Interview to Yayo Herrero). *Viento Sur* 2 décembre. <vientosur.info/spip.php?article10743> (consulté le 4 avril 2017).
- Benach, Joan & Pere Jódar. 2015. La precarización está en todas partes: el trabajo no debe ser una mercancía. *Público* 12 mars. <blogs.publico.es/otrasmiradas/4193/la-precarizacion-esta-en-todas-partes-el-trabajo-no-debe-ser-una-mercancia/> (consulté le 4 avril 2017).
- Brock, William A. & M. Scott Taylor. 2005. Economic Growth and the Environment: A Review of Theory and Empirics. In *Handbook of Economic Growth*, vol. 1, sous la direction de P. Aghion & S. Durlauf. [n.d.]: Elsevier, 1749-1821.
- Cairns, John, Jr. 2004. You and Earth's resources. *Ethics in Science and Environmental Politics* Avril: 9-11.
- Cairns, John, Jr. 2008. Science and Values for a Finite Planet. *Asian Journal of Experimental Sciences* 22 (3): 423-434.
- Christoph, Hermann. 2014. Green New Deal, Green Economy and Green Jobs: Consequences for Environmental and Social Justice. In *IX Global Labor University Conference 2014* 15-17 mai, Berlin (Allemagne). <www.global-labour-university.org/fileadmin/GLU_conference_2014/papers/Hermann_Christoph.pdf> (consulté le 4 avril 2017).
- Coates, John & Terry Leahy. 2006. Ideology and Politics: Essential Factors in the Path Toward Sustainability. *Electronic Green Journal* 1 (23). <escholarship.org/uc/item/663358jz> (consulté le 4 avril 2017).
- Cottle, Eddie. 2015. The myth of a green economy and green jobs: what strategy for labour? *Rosa Luxemburgo Stiftung*. <www.rosalux.de/publication/41799/the-myth-of-a-green-economy-and-green-jobs-what-strategy-for-labour.html> (consulté le 4 avril 2017).
- Crutzen, Paul J. & Eugene F. Stoermer. 2000. The Anthropocene. *Global Change Newsletter* 41: 17. <www.igbp.net/download/18.316f18321323470177580001401/1376383088452/NL41.pdf> (consulté le 4 avril 2017).
- Daly, Herman E. 2008. A steady-state economy. *The Ecologist* 1^{er} avril. <www.theecologist.org/investigations/politics_and_economics/269776/a_steadystate_economy.html> (consulté le 4 avril 2017).
- Dobson, Andrew & Ángel Valencia Sáiz (eds.). 2005. *Citizenship, Environment, Economy*. Londres: Routledge.
- Dresner, Simon. 2012. *The Principles of Sustainability*. Londres: Earthscan.
- El País. 2013. La gran pregunta es por qué no se mantuvo la paz (interview avec Margaret MacMillan). *El País* 16 décembre. <cultura.elpais.com/cultura/2013/12/15/actualidad/1387139942_242270.html> (consulté le 4 avril 2017).
- Fernández Durán, Ramón. 2011. *El Antropoceno: la expansión del capitalismo global choca contra la biosfera*. Barcelone: Editorial Virus.
- Fuad-Luke, Alastair. 2009. *Design activism: Beautiful strangeness for a sustainable world*. New York: Taylor & Francis.
- González, José A., Carlos Montes & Ignacio Santos. 2008. Capital naturel y desarrollo: por una base ecológica en el análisis de las relaciones Norte-Sur. *Papeles de Relaciones Ecosociales y Cambio Global* 100. Madrid: Fuhem Ecosocial.
- Hamilton, Clive (ed.). 2015. *The Anthropocene and the Global Environmental Crisis: Rethinking modernity in a new epoch*. New York: Routledge.
- Harvey, David. 2014. Seventeen contradictions and the end of the capitalism. *The White Review* 10. <www.thewhitereview.org/features/seventeen-contradictions-and-the-end-of-capitalism/> (consulté le 4 avril 2017).
- Hermanowicz, S. W. 2006. Sustainable Development: Physical and Moral Issues. *Working Papers*. Berkeley (CA): Water Resources Center Archives, University of California Water Resources Center.
- Hezri, Adnan A. & Rospidah Ghazali. 2011. *A Fair Green Economy? Studies of Agriculture, Energy and Waste Initiatives in Malaysia*. [n.d.]: Friedrich Ebert Stiftung. <www.fes-globalization.org/geneva/documents/2%20Hezri-Ghazali%20%28with%20cover%29%20Small.pdf> (consulté le 4 avril 2017).
- IFLA. 2002. *Statement on Libraries and Sustainable Development*. <www.ifla.org/publications/statement-on-libraries-and-sustainable-development> (consulté le 4 avril 2017).
- IGBP. 2015. Great Acceleration. *Global Change*. <www.igbp.net/global-change/greatacceleration.4.1b8ae20512db692fa680001630.html> (consulté le 4 avril 2017).
- IUCN. 1980. *World Conservation Strategy: Living Resource Conservation for Sustainable Development*. [n.d.]: IUCN-UNEP-WWF. <portals.iucn.org/library/efiles/documents/WCs-004.pdf> (consulté le 4 avril 2017).
- Kirk, Martin. 2015. Four Reasons to Question the Official 'Poverty Eradication' Story of 2015. *Common Dreams*. <www.commondreams.org/views/2015/03/16/four-reasons-question-official-poverty-eradication-story-2015> (consulté le 4 avril 2017).
- Lemonick, Michael D. 2009. Top 10 Myths about Sustainability. *Scientific American*. <www.scientificamerican.com/article/top-10-myths-about-sustainability/> (consulté le 4 avril 2017).
- Löwy, Michael. 2002. Pour une éthique écosocialiste. *Contretemps - Revue de Critique Communiste* 4: 8-14. <www.contretemps.eu/wp-content/uploads/Contretemps 2004.pdf> (consulté le 4 avril 2017).
- Löwy, Michael. 2004. *¿Qué es el ecosocialismo?* Buenos Aires: Herramienta.

- Madorrán Ayerra, Carmen. 2013. *La estrategia de los consumos colectivos en la transición ecosocialista*. <es.scribd.com/doc/298243427/Consumos-Colectivos-Carmen-Madorran-Sept-2013> (consulté le 4 avril 2017).
- Maiso, Jordi. 2015. La herida Pasolini. *Fakta – Teoría del arte y crítica cultural* Décembre. <revistafakta.files.wordpress.com/2015/12/jordi-maiso-fakta-diciembre-2015.pdf> (consulté le 4 avril 2017).
- Nations Unies. 1982. *World Charter for Nature*. <www.un.org/documents/ga/res/37/a37r007.htm> (consulté le 4 avril 2017).
- Nations Unies. 2005. *Overview of the Millennium Ecosystem Assessment*. <www.millenniumassessment.org/en/About.html> (consulté le 4 avril 2017).
- Nations Unies. 2015. Transforming our world: the 2030 Agenda for Sustainable Development. *Sustainable Development Knowledge Platform*. <sustainabledevelopment.un.org/post2015/transformingourworld> (consulté le 4 avril 2017).
- Odekon, Mehmet (ed.). 2015. *The SAGE Encyclopedia of World Poverty*. 2 éd. Singapour: SAGE Publications.
- Orihuela, Antonio. 2011. *Todo el mundo está en otro lugar*. Tegueste: Baile del Sol.
- Pérez, Eduardo. 2014. Los 17 mandatos del anticapitalismo. *Periódico Diagonal* 14 août. <www.diagonalperiodico.net/blogs/economia-para-todos/17-mandatos-del-anticapitalismo.html> (consulté le 4 avril 2017).
- PRB. 2016. *2016 World Population Data Sheet*. <www.prb.org/pdf16/prb-wpds2016-web-2016.pdf> (consulté le 4 avril 2017).
- Radetzki, Marian. 2001. *The Green Myth: Economic Growth and the Quality of the Environment*. Essex: Multiscience Publishing Co. Ltd.
- Riechmann, Jorge. 2012. *El socialismo puede llegar sólo en bicicleta*. Madrid: Los Libros de la Catarata.
- Riechmann, Jorge. 2014. Simposio ¿Es todavía posible la sustentabilidad? In *I Congreso Internacional de la Red española de Filosofía*, Universitat de València, Facultat de Filosofia i Ciències de l'Educació, 3-5 septembre. <redfilosofia.es/wp-content/uploads/sites/4/2013/07/Simposio_Sustentabilidad.pdf> (consulté le 4 avril 2017).
- RSAS. 2011. The Stockholm Memorandum: Tipping the Scales Towards Sustainability. In *3rd Nobel Laureates Symposium on Global Sustainability*. Stockholm, Suède, 16-19 mai. <www.nobel-cause.de/stockholm-2011/download/Memorandum_EN.pdf> (consulté le 4 avril 2017).
- Ruiz de Elvira, Malen. 2015. La bomba atómica marca una nueva era geológica. *Público* 27 janvier. <www.publico.es/ciencias/bomba-atomica-marca-nueva-geologica.html> (consulté le 4 avril 2017).
- Sacristán, Manuel. 1996. ¿Una broma de entrevista! In *Acerca de Manuel Sacristán*, sous la direction de S. López Arnal & P. De la Fuente. Barcelone: Destino.
- Scheffers, Brett R. et al. 2016. The broad footprint of climate change from genes to biomes to people. *Science* 354 (6313). <science.sciencemag.org/content/354/6313/aaf7671> (consulté le 4 avril 2017).
- Schlosberg, David. 2001. *Three Dimensions of Environmental and Ecological Justice*. <ecpr.eu/Filestore/PaperProposal/5ef89598-7149-4b8d-82b3-567750b392f6.pdf> (consulté le 4 avril 2017).
- Schlosberg, David. 2007. *Defining Environmental Justice: Theories, Movements, and Nature*. New York: Oxford University Press.
- Schneider, François, Giorgos Kallis & Joan Matinez-Allier. 2010. Crisis or opportunity? Economic degrowth for social equity and ecological sustainability. *Journal of Cleaner Production* 18: 511-518. <www.degrowth.org/wp-content/uploads/2011/08/Schneider-et-al-special-issue.pdf> (consulté le 4 avril 2017).
- Scranton, Roy. 2013. Learning to Die in the Anthropocene. *The New York Times* 10 novembre. <opinionator.blogs.nytimes.com/2013/11/10/learning-how-to-die-in-the-anthropocene/> (consulté le 4 avril 2017).
- Scranton, Roy. 2015. We're Doomed. Now What? *The New York Times* 21 décembre. <opinionator.blogs.nytimes.com/2015/12/21/were-doomed-now-what/> (consulté le 4 avril 2017).
- Shiva, Vandana. 2005. *Earth democracy: justice, sustainability, and peace*. Cambridge (MA): South End Press.
- Smith, Toby M. 1998. *The Myth of Green Marketing: Tending our Goats at the Edge of Apocalypse*. Toronto: University Press.
- Speth, James G. 2009. *The Bridge at the Edge of the World: Capitalism, the Environment, and Crossing from Crisis to Sustainability*. New Haven: Yale University Press.
- Steffen, W. et al. 2011. The Anthropocene: from global change to planetary stewardship. *AMBIO – A Journal of the Human Environment* 40 (7): 739-761.
- Tanuro, Daniel. 2011. *El imposible capitalismo verde: Del vuelco climático capitalista a la alternativa ecosocialista*. Madrid: La Oveja Roja.
- UN WCED. 1987. *Our Common Future*. <www.un-documents.net/our-common-future.pdf> (consulté le 4 avril 2017).
- UNDP. 2016. *Poverty Assessment and Monitoring*. <www.undp.org/content/undp/en/home/ourwork/povertyreduction/focus_areas/focus_poverty_assessment.html> (consulté le 4 avril 2017).
- Waters, Colin N. et al. 2016. The Anthropocene is functionally and stratigraphically distinct from the Holocene. *Science* 351 (6269). <science.sciencemag.org/content/351/6269/aad2622> (consulté le 4 avril 2017).
- Wehr, Kevin (ed.). 2011. *Green Culture: An A to Z Guide*. Los Angeles: SAGE Publications.
- Worldwatch Institute. 2013. *State of the World 2013: Is Sustainability Still Possible?* <www.worldwatch.org/bookstore/publication/state-world-2013-sustainability-still-possible> (consulté le 4 avril 2017).
- Zalasiewicz, J. et al. 2014. When did the Anthropocene begin? A mid-twentieth century boundary level is stratigraphically optimal. *Quaternary International* 385 (5): 196-203.